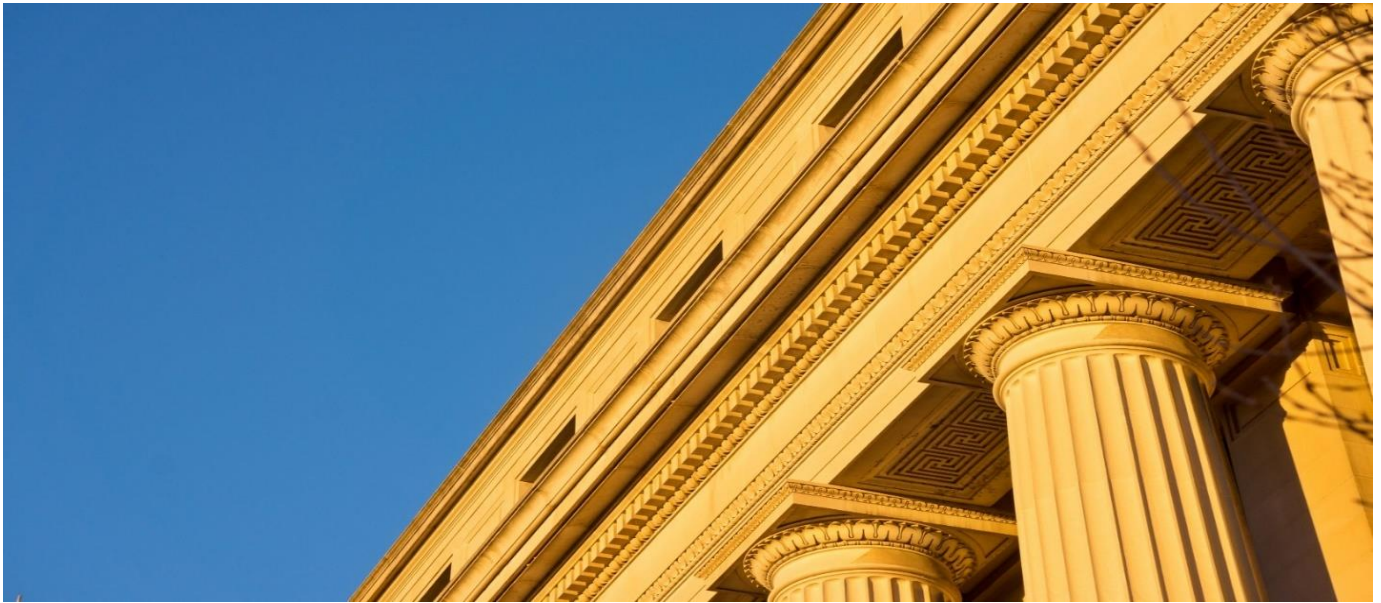




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



NEWSLETTER

11-2024



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

JURISPRUDENCE ASSURANCE :

➤ [Cour d'appel de Douai, Chambre 1 section 2, 17 octobre 2024, n° 23/03846](#)

Au visa de l'article L. 241-1 du code des assurances, engage sa responsabilité personnelle un gérant au motif qu'il s'est affranchi de l'obligation de contracter une assurance de responsabilité décennale. En l'espèce la société F. est réputée constructeur, au sens de l'article 1792-1 du code civil, puisqu'elle a fourni l'outillage, la marchandise, qu'elle a dirigé les travaux et qu'elle a vendu le bien litigieux dans lequel elle avait fait procéder à des travaux de rénovation importants. La Cour d'appel confirme la décision rendue en première instance selon laquelle le fait de ne pas souscrire à une assurance de responsabilité est une faute commise avant la liquidation amiable de la société F.

➤ [Cass. Com 3 octobre 2024 n° 22- 20713](#) : une garantie d'assurance définit le dommage matériel comme « l'endommagement, la destruction, la perte de biens appartenant à des tiers y compris le dommage en découlant. » Est également considéré comme dommage matériel « la pollution ou la salissure de biens ou la présence de substances étrangères sur, ou dans ces biens ». Le risque d'incendie de panneaux photovoltaïques qui les empêche de fonctionner et donc de produire de l'électricité n'est ni un endommagement, ni une destruction, ni une perte, ni une pollution, ni une salissure de ces panneaux. En retenant que « l'existence de dommages causés à des tiers ouvrant droit à indemnisation [était] démontrée en présence d'un endommagement aux biens appartenant à des tiers [qu'étaient] les panneaux photovoltaïques » au motif que les défauts des boîtiers fabriqués par la société A. créaient un risque d'incendie des panneaux photovoltaïques qui empêchait leur bon fonctionnement et les détournait de l'usage attendu à savoir la production d'électricité, la cour d'appel a dénaturé les termes clairs et précis de la clause précitée et ainsi violé le principe selon lequel il est interdit au juge de dénaturer l'écrit qui lui est soumis.

➤ [Cass. Com. 2 octobre 2024, n° 23-13.2829](#) : Dans le cadre d'une fraude par usurpation d'identité d'un dirigeant d'entreprise, la Cour de cassation a jugé que, compte tenu des circonstances inhabituelles et du risque de fraude, la banque aurait dû contacter directement le dirigeant de l'entreprise pour confirmer des virements frauduleux. Le fait que la banque se soit uniquement appuyée sur les instructions de la comptable, sans consulter le dirigeant, a été jugé insuffisant. La Cour de cassation a ainsi rejeté le pourvoi de la banque, confirmant sa condamnation à verser des dommages-intérêts à Le Cerf & Bachelet, en raison de son manquement à son devoir de vigilance dans une situation révélant une « fraude au président ».

➤ [Cass.Com 2 octobre 2024 n°22-21162](#) : il ressort des constatations de l'arrêt que "l'assureur garantit les pertes et dommages subis par le navire assuré". En condamnant l'assureur à indemniser les époux [K] à hauteur d'une somme de 7 224 euros en réparation du "préjudice matériel lié aux droits annuels de navigation qu'ils ont été contraints de régler depuis le sinistre", lequel n'était pourtant pas couvert par la police garantissant seulement les "pertes et dommages subis par le navire", la cour d'appel a méconnu la loi des parties et a violé l'article 1134 du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance du 10 février 2016. La Cour de Cassation rejette la demande de M. et Mme [K] en paiement de la somme de 7 224 euros au titre des droits de navigation.

- **USA et CYBER risks** - [Condamnation par la SEC](#) au règlement d'amendes civiles de quatre sociétés pour défaut d'informations sur leurs risques cyber :

Unisys : \$4 million

Avaya : \$1 million

Check Point : \$995,000

Mimecast : \$990,000

CONFORMITE :

➤ **SANCTIONS RUSSIE :**

- Le gouvernement britannique a décidé de supprimer l'octroi des licences relatives à la fourniture de services intra-entreprises par les sociétés mères britanniques et leurs filiales britanniques à leurs filiales russes.
- Le Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) du département du Trésor US a publié de nouvelles exigences en matière de mesures de vigilance sur la lutte contre le blanchiment d'argent (AML) pour les conseillers en investissement financiers et les professionnels de l'immobilier aux États-Unis.

➤ **SANCTIONS IRAN :**

[CJUE, n° T-201/23, Arrêt du Tribunal, Communications Regulatory Authority \(CRA\) contre Conseil de l'Union européenne, 16 octobre 2024](#)

La Cour rejette un recours pour détournement de pouvoir. Selon la jurisprudence de la Cour, un acte n'est entaché de détournement de pouvoir que s'il apparaît, sur la base d'indices objectifs, pertinents et concordants, avoir été pris dans le but exclusif, ou à tout le moins déterminant, d'atteindre des fins autres que celles excipées ou d'éluder une procédure spécialement prévue par le traité pour parer aux circonstances de l'espèce (voir arrêt du 31 janvier 2019, Islamic Republic of Iran Shipping Lines e.a./Conseil, C-225/17 P, EU:C:2019:82, point 115 et jurisprudence citée). En l'espèce l'inscription du nom de la requérante à l'annexe I du règlement no 359/2011 n'était pas uniquement motivée par son affiliation au ministère des Communications, mais essentiellement par sa mise en œuvre des exigences du gouvernement iranien concernant le filtrage des contenus Internet grâce au logiciel espion SIAM.

➤ **RGPD :**

- Meta, la maison mère de Facebook, Instagram et WhatsApp, a écopé, le 27 septembre 2024, d'une amende de 91 millions d'euros du régulateur irlandais pour avoir enfreint le règlement général sur la protection des données (RGPD) en manquant de transparence après une faille de sécurité affectant les mots de passe des utilisateurs.
- Le 5 septembre 2024, la CNIL a sanctionné la société CEGEDIM SANTÉ d'une amende de 800 000 euros, pour avoir notamment traité des données de santé sans autorisation.

- **LCB-FT¹** : [Tribunal Judiciaire de Nantes, 1re chambre, 10 octobre 2024, n° 22/02103](#) : La MACIF se prévaut de l'absence de justification de l'origine des fonds versés en espèces pour le paiement de l'achat du véhicule pour refuser sa garantie.
- **HATPV** - [Cass. Crim. 1^{er} octobre 2024 n° 24-80.087](#) : la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013, modifiée par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, définit la notion de représentant d'intérêts et sanctionne pénalement, en son article 18-9, les manquements à l'obligation de communication d'informations à la HATVP prévues par ce texte. Dès lors que les obligations déclaratives auprès de la HATVP imparties aux représentants d'intérêts ont pour objet exclusif la transparence des processus normatif et d'élaboration de la décision publique, le demandeur ne subit aucun préjudice direct à raison de leur méconnaissance alléguée.

REGLEMENTATIONS

- **LCB-FT** : adoption le 17 octobre 2024 de deux Ordonnances visant notamment à renforcer les dispositifs de vigilance pour les prestataires de services sur crypto actifs tels que les CIF avec une modification des dispositions du Code Monétaire et Financier.

[Ordonnance n° 2024-937 du 15 octobre 2024 relative au renforcement des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en matière de transfert de crypto-actifs](#) et [Ordonnance n°2024 -936 du 15 octobre 2024 relative aux marchés des cryptos actifs](#)

¹ Nous faisons le choix de n'évoquer que la jurisprudence concernant les acteurs de l'assurance et non celles des banques.